



# Cinq années de mise en œuvre de la Stratégie pour l'Afrique

2012-2017

**Pierre Dandjinou**  
**Yaovi Atohoun**  
**Bob Ochieng**



## TABLE OF CONTENTS

1	Note du vice-président en charge de la relation avec les parties prenantes mondiales en Afrique.....	2
2	Contexte .....	4
3	Tendre la main aux parties prenantes .....	5
4	Soutenir les initiatives régionales clés .....	6
5	Création du bureau de liaison de l'ICANN à Nairobi, au Kenya .....	7
6	Efforts en matière de renforcement des capacités.....	8
6.1	ATELIERS DNSSEC .....	8
6.2	Appels trimestriels avec les ccTLD au sujet des DNSSEC .....	8
7	Entrepreneuriat DNS .....	10
8	S'engager avec les jeunes en Afrique .....	11
8.1	Ateliers pour les jeunes .....	11
9	Programme d'échange du DNS.....	13
10	Participation gouvernementale et renforcement des capacités en Afrique .....	15
11	Étude de marché du DNS en Afrique.....	16
12	Ateliers thématiques .....	18
13	Forum africain sur le DNS .....	19
14	Les tendances de la participation communautaire .....	20
14.1	Participation active aux réunions de l'ICANN .....	20
14.2	Programme de bourses de l'ICANN .....	20
14.3	Participation aux SO et AC.....	21
14.4	Contribution aux noms de domaine internationalisés (IDN) .....	21
14.5	Contribution aux groupes de travail spéciaux ou groupes ad-hoc .....	22
15	Les tendances de l'activité commerciale du DNS (ccTLD et gTLD en Afrique) .....	22
15.1	Entités locales .....	22
15.2	Entités Offshore .....	23
16	Défis.....	24
17	Prochaines étapes.....	25

# 1 Note du vice-président en charge de la relation avec les parties prenantes mondiales en Afrique

La stratégie initiale de l'ICANN pour l'Afrique a été rédigée en 2012 par le groupe de travail de la stratégie pour l'Afrique (ASWG), puis mise en œuvre en 2013 lors de la réunion sur la gouvernance de l'Internet mondial multipartite et l'industrie du DNS en Afrique (MIGWORKS) tenue à Addis-Abeba, en Éthiopie. L'élaboration de cette stratégie a été déclenchée par les facteurs suivants :

- L'Afrique (composée de 54 pays avec une population de plus d'un milliard d'habitants) a eu très peu de participation à l'ICANN et ses activités. Au cours du lancement du programme des nouveaux gTLD en 2012, seulement 17 sur un total de 1930 candidatures correspondaient à l'Afrique.
- Lors de la réunion ICANN42 tenue à Dakar (Sénégal), la Réunion ministérielle de l'Afrique a publié un communiqué appelant à une plus forte présence de l'ICANN en Afrique et à une plus grande participation des africains dans la communauté de l'ICANN.
- Pour que l'ICANN soit en mesure d'accomplir sa mission et son engagement envers un modèle de gouvernance multipartite, l'inclusivité à l'échelle mondiale est nécessaire et un domaine d'intérêt important.

La stratégie pour l'Afrique vise à accroître la participation à l'ICANN et à renforcer la capacité des parties prenantes de contribuer à la croissance de l'industrie des noms de domaine en Afrique. En 2013, l'ICANN a nommé trois membres du personnel avec un budget dédié pour mettre cela en place.

Cinq ans plus tard, plusieurs programmes et projets phares ont été mis en œuvre dans la région, y compris :

- Les séries de tournées d'information sur le DNS.
- Le mentorat et les stages du DNS.
- Le programme d'échange du DNS.
- Le Forum africain sur le DNS.
- Le soutien à l'Internet et aux événements liés à la gouvernance de l'Internet en Afrique.
- Le maintien de canaux de communication réguliers, y compris les listes de discussion de l'Afrique.
- Les séries d'ateliers thématiques.
- Le soutien continu aux participants africains dans les réunions mondiales de l'ICANN à travers les programmes de bourses de l'ICANN et NextGen.

Notre travail au cours des cinq dernières années nous a montré que :

- La communauté africaine est devenue beaucoup plus active au sein de la communauté de l'ICANN, mais sa participation doit être plus efficace.
- Le renforcement des capacités en Afrique est un projet à long terme qui exige l'établissement de partenariats stratégiques.
- Bien que les gouvernements africains comprennent mieux les compétences et les attributions de l'ICANN, ils espèrent toujours une réponse de l'ICANN à propos de questions relatives à la sécurité de l'Internet, au traitement des données personnelles et de leur positionnement dans les discussions sur la gouvernance de l'Internet.
- Des questions telles que l'économie numérique et la contribution de l'Internet au développement économique national et régional deviennent décisives, et le rôle spécifique de l'ICANN à cet égard est remis en question.

Il est important de noter que l'organisation ICANN a récemment subi des transformations telles que la transition du rôle de supervision des fonctions IANA, les nouveaux statuts constitutifs et la nouvelle communauté habilitée de l'ICANN. Ces changements font certainement appel à des défis vis-à-vis de la participation africaine. En attendant, l'industrie des noms de domaine progresse avec un nombre croissant de bureaux d'enregistrement et une gestion des registres plus compétente. Tous ces développements affirment la nécessité de continuer à mettre en œuvre la stratégie de l'ICANN pour l'Afrique et d'aider à transformer l'écosystème Internet en Afrique pour qu'il fonctionne à la même vitesse que l'écosystème mondial de l'Internet.

*Pierre Dandjinou, vice-président en charge  
de la relation avec les parties prenantes  
mondiales en Afrique*

## 2 Contexte

L'Afrique est une des cinq régions de l'ICANN, et réclame 55 noms de domaines de premier niveau géographique (ccTLD). Il y a en tout 249 noms de domaine de premier niveau géographique dans le monde entier : 73 en Asie/Australie/Pacifique, 76 en Europe, 37 en Amérique Latine/Caraïbes, et 8 en Amérique du Nord.

La croissance économique en Afrique subsaharienne connaît une légère remontée après un fort ralentissement au cours des deux dernières années. Le produit intérieur brut (PIB) de la région a augmenté de 1,3 % en 2016 à 2,4 % en 2017 et sa croissance dépend principalement des plus grandes économies du continent : le Nigéria, l'Afrique du Sud, et l'Angola. Le Nigeria et l'Afrique du Sud se sont récupérés de la récession ; toutefois, le rythme de leur reprise économique reste lent.<sup>1</sup>

L'ICANN joue un rôle unique dans l'infrastructure de l'Internet. À travers ses contrats avec les opérateurs de registre et les bureaux d'enregistrement, l'ICANN aide à définir le fonctionnement et l'expansion du système des noms de domaine. L'ICANN coordonne l'élaboration de politiques liées au système d'identifiants uniques d'Internet. Ces politiques commencent comme des recommandations qui sont ensuite peaufinées par la communauté de l'ICANN à travers ses organisations de soutien (SO) et ses comités consultatifs (AC). L'Afrique contribue au processus d'élaboration de politiques de l'ICANN et à l'économie mondiale de l'industrie des noms de domaine.

Dans le cadre de son processus de gouvernance multipartite, l'ICANN organise, trois fois par an, des réunions publiques dans le monde entier. Parmi elles, dix ont eu lieu en Afrique. La première a eu lieu en Égypte en mars 2000, puis à Ghana en mars 2002, en Tunisie en octobre 2003, en Afrique du Sud, en décembre 2004, au Maroc en 2006, en Égypte en novembre 2008, au Kenya en mars 2010, au Sénégal en octobre 2011, au Maroc en mars 2016, et enfin en Afrique du Sud en juin 2017. Au cours de la réunion de Dakar tenue du 19 au 21 octobre 2011, l'Union africaine et le Sénégal ont hébergé une table ronde des ministres africains en charge de la communication et de l'information. Les ministres ont publié un communiqué qui a appelé à renforcer l'engagement en Afrique.

Au cours de la réunion ICANN44 à Prague, en République tchèque en juin 2012, les participants de l'Afrique ont tenu une réunion spéciale avec le Président-directeur général et le président du Conseil d'administration de l'ICANN. Compte tenu du résultat de la réunion ministérielle des TIC de l'Afrique tenue à Dakar en 2012, cette réunion a porté sur la manière de faire en sorte que le continent soit plus impliqué à l'ICANN. On a conclu qu'une meilleure compréhension des problèmes qui entravent la participation de l'Afrique à l'ICANN s'avère nécessaire. Il a également été suggéré que l'Afrique mérite une approche unique afin que sa contribution à l'ICANN devienne similaire à celle d'autres régions. En gardant ces nécessités à l'esprit, un groupe de travail a été constitué pour élaborer ce que l'on connaît de nos jours comme la « Stratégie pour l'Afrique ».

En 2013, le Département en charge de la relation avec les parties prenantes mondiales de l'ICANN (GSE) a formé une équipe en Afrique pour augmenter l'interaction de l'ICANN avec la communauté régionale. L'équipe du GSE pour l'Afrique offre un point de contact en Afrique pour l'organisation ICANN et pour la communauté, aide à la prise de conscience, la sensibilisation et la compréhension du rôle et du domaine de compétence de l'ICANN et dirige la participation à l'élaboration de politiques de l'ICANN.

Ce rapport porte sur la période allant de 2013 à 2017, et met l'accent sur les réalisations et les leçons apprises.

---

<sup>1</sup> Source Banque Mondiale <http://www.worldbank.org/en/region/afr/overview>

<sup>2</sup> <https://www.icann.org/en/system/files/files/african-union-communique-21oct11-en.pdf>

### 3 Tendre la main aux parties prenantes

Au début des efforts d'engagement de l'ICANN, le taux de participation était faible. La raison en était tant le manque de connaissances à propos de l'ICANN que les activités de l'organisation. Pour remédier à la situation, l'équipe du GSE pour l'Afrique a prévu des activités de sensibilisation dans plusieurs pays avec la participation de représentants du gouvernement, d'organisations de la société civile, d'opérateurs de télécommunications, d'organismes de réglementation des TIC, et du milieu universitaire. Depuis, l'ICANN a réussi à atteindre presque tous les pays africains. L'ICANN a aussi contribué en participant, en donnant son soutien et en parrainant des événements régionaux.

#### ACTIVITÉ DE SENSIBILISATION PAR CATÉGORIE



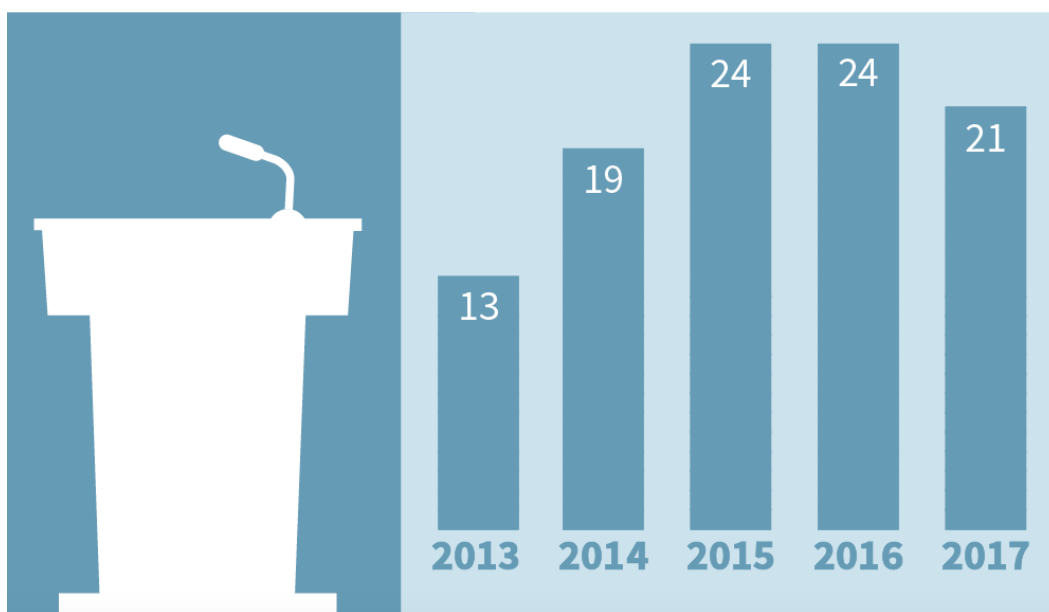
#### PAYS AFRICAINS : PARTICIPATION A L'ICANN DEPUIS 2013



## 4 Soutenir les initiatives régionales clés

L'ICANN a appuyé des initiatives clés en Afrique, notamment celles ayant une dimension régionale. Ce soutien comprend la participation du personnel de l'ICANN à des événements de renforcement des capacités et la contribution financière ou le soutien aux déplacements des participants. Le tableau ci-dessous présente les principales initiatives que l'ICANN a pris en charge depuis 2013.

### ÉVÉNEMENTS RÉGIONAUX



### SOUTIEN DE L'ICANN AUX INITIATIVES RÉGIONALES MAJEURES



## 5 Création du bureau de liaison de l'ICANN à Nairobi, au Kenya



Le 24 mai 2016, le bureau de liaison de l'ICANN à Nairobi a été officiellement inauguré par le ministre des TIC du Kenya, l'honorable Joe Mucheru, suite à l'annonce de la création du bureau par le président du Conseil d'administration de l'ICANN au cours de la réunion ICANN55 au Maroc.

Les dirigeants de l'organisation ICANN Tarek Kamel et Sally Costerton, ainsi que le membre du Conseil d'administration de l'ICANN Mike Silber, ont participé de l'ouverture. Des membres de la communauté Internet de toute l'Afrique ont également assisté à ce jalon pour le but de la mondialisation de l'ICANN, y compris les dirigeants des SO et AC africaines du GAC, d'AFRALO, de la NCUC, Af\* et I\* et des pionniers de l'Internet tels que le professeur Nii Quaynor, Mouhamet Diop et Mary Uduma, entre autres, ont reçu des distinctions.

Le bureau de liaison sert principalement comme point d'appui de l'organisation ICANN en Afrique pour approfondir le travail en cours des trois membres du personnel du GSE en Afrique. Le bureau a aidé particulièrement à l'engagement institutionnel avec les parties prenantes africaines, les relations publiques, et les formations sur des questions telles que la gouvernance de l'Internet et la gestion du DNS. Le bureau s'est engagé dans la sensibilisation avec les AF\* (associations africaines de l'Internet connexes), les gouvernements et les organisations intergouvernementales à l'échelle continentale, ainsi que dans les processus de délégation et de re-délégation.



## 6 Efforts en matière de renforcement des capacités

### 6.1 ATELIERS DNSSEC

Le renforcement du développement des ccTLD en Afrique est l'un des 9 objectifs de la stratégie pour l'Afrique de l'ICANN. La tournée DNSSEC est l'un des projets clés pour le renforcement des capacités et le développement de l'économie du DNS en Afrique. Elle combine l'étude documentaire, les évaluations par pays sur l'adoption des DNSSEC et des visites dans les pays afin de promouvoir la compréhension et la mise en œuvre des DNSSEC dans les pays africains.

Le projet comporte quatre étapes dont la première a débuté en février 2013 avec huit pays. Un rapport final sur cette étape a été présenté en juillet 2013 au cours de la réunion ICANN47 à Durban, en Afrique du Sud. La deuxième étape a été lancée de décembre à juin 2014, suivie par la troisième étape de juillet 2014 à juin 2015. L'équipe du GSE pour l'Afrique inscrit de nouveaux pays dans ces étapes au cours de chaque exercice fiscal.

L'étude du marché du DNS de l'Afrique de 2016 a montré un faible niveau d'enregistrements de noms de domaine dans les ccTLD africains. Le projet aidera à la bonne mise en œuvre des DNSSEC et contribuera à la croissance de l'espace de noms de domaine en Afrique. Aujourd'hui, **plus de 500 personnes** de 19 pays ont reçu une formation sur les bases des DNSSEC.

Le tableau montre les pays couverts par la tournée DNSSEC. Pour plus d'informations sur le projet DNSSEC, veuillez visiter le [site web des DNSSEC consacré à l'Afrique](#).

### 6.2 Appels trimestriels avec les ccTLD au sujet des DNSSEC

L'ICANN a utilisé des appels trimestriels pour aider les ccTLD à partager les meilleures pratiques et à résoudre les questions concernant la mise en œuvre du protocole DNSSEC, puisqu'un certain nombre de pays ont accueilli des ateliers sans avoir employé les DNSSEC. Le premier appel a eu lieu le 6 octobre 2015 avec des représentants de .CI, .BF, .TZ, .SN, .NG, .ZA, .MG, .CM, et .CG. D'autres appels ont été effectués en janvier 2016, mai 2016, septembre 2016 et février 2017.

[Une liste de diffusion](#) a également été utilisée comme canal de communication entre les ccTLD ayant mis en œuvre les DNSSEC et ceux qui se trouvent à l'étape de planification. Un outil pour contrôler le déploiement des ccTLD africains est disponible [ici](#). Le site Web contient aussi des ressources pour aider tant les communautés techniques que les non techniques intéressées aux DNSSEC et/ou à leur mise en œuvre.

TLD	Date de la tournée	Pays	Statut	DNSKEY	Date de l'enregistrement DS
.km	13-15 septembre 2017	Comores	Non signé		
.td	17-19 janvier 2017	Tchad	Non signé		
.bj	24-26 août 2016	Bénin	Non signé		
.gh	22-24 mars 2016	Ghana	Non signé		
.ma	29 février - 2 mars 2016	Maroc	Signé	21/02/2014	20/02/2016
.tg	17-19 février 2016	Togo	Non signé		
.za	8-10 juillet 2015	Afrique du Sud	Signé	09/12/2016	17/12/2016
.mg	4-6 mai 2015	Madagascar	Signé	17/03/2016	19/03/2016
.cg	11-13 mars 2015	Congo	Non signé		
.ci	25-27 février 2015	Côte d'Ivoire	Non signé		
.bw	1-3 décembre 2014	Botswana	Signé	22/11/2015	04/12/2015
.cm	17-19 septembre 2014	Cameroun	Non signé		
.bf	19-21 mai 2014	Burkina Faso	Non signé		
.zm	28-30 avril 2014	Zambie	Signé	03/10/2015	09/10/2015
.sn	19-21 mars 2014	Sénégal	Signé	01/09/2016	01/10/2016
.rw	10-12 mars 2014	Rwanda	Non signé		
.tz	18-20 septembre 2013	Tanzanie	Signé	13/10/2012	09/02/2013
.ng	26-27 juin 2013	Nigéria	Non signé		
.ke	11-13 juin 2013	Kénya	Signé	23/02/2014	21/03/2014

## 7 Entrepreneuriat DNS

La stratégie de l'ICANN pour l'Afrique pour la période 2016-2020 identifie le renforcement des capacités comme un objectif clé pour renforcer les ccTLD et pour favoriser la concurrence et l'innovation dans l'industrie des noms de domaine de l'Afrique. Un projet pilote de formation commerciale sur le DNS et des séances d'incubation adressées aux opérateurs de registre, aux bureaux d'enregistrement et aux jeunes entrepreneurs intéressés à l'espace des noms de domaine ont été présentés. Les séances visent à fournir aux participants les compétences commerciales nécessaires ainsi qu'une orientation aux acteurs clés de l'industrie des noms de domaine. Depuis son lancement en 2015, 12 pays ont reçu la formation, à savoir : le Rwanda, la Tanzanie, le Kenya, la Zambie, le Zimbabwe, le Botswana, le Ghana, le Sénégal, le Maroc, le Congo Brazzaville et le Gabon.

Exemples de formation :

- Séances nationales et annuelles de formation de deux jours en partenariat avec des gestionnaires ccTLD et des bureaux d'enregistrement dans différents pays de l'Afrique.
- Séances de formation structurées comme ateliers, tutoriels préparés par les formateurs ou panels avec des études de cas.
- Enrôlement d'experts en marketing et modèles commerciaux, mentors et volontaires des incubateurs, des organisations partenaires, et des registres établis. Les pôles technologiques ont également été invités à fournir une aide supplémentaire pour la formation, en particulier en ce concernant l'entrepreneuriat.
- Utilisation de la voie de commercialisation du Centre d'entrepreneuriat DNS de l'ICANN en Égypte.
- Création de contenu, y compris les présentations commerciales et de marketing des noms de domaine et des études de cas, dans le but de mieux équiper et positionner les startups participantes.

## 8 S'engager avec les jeunes en Afrique

Selon l'Union africaine, 65 % des africains ont moins de 35 ans, alors que le Forum économique mondial affirme que les 10 populations les plus jeunes du monde sont toutes en Afrique. L'ICANN a mis les jeunes au centre de ses activités régionales d'engagement tel que cela est suggéré dans la stratégie pour l'Afrique.

Au cours des cinq dernières années, l'ICANN a mis l'accent sur le travail avec les réseaux nationaux et régionaux pour l'éducation (NREN) et l'Association des universités africaines (AUA) pour regrouper les administrateurs, les élèves et les enseignants. L'ICANN a également organisé, dans la mesure du possible, des ateliers et des conférences dans des universités.



### 8.1 Ateliers pour les jeunes

Il y a deux ans, l'ICANN a dirigé un programme d'ateliers pour les jeunes (YouthCom) visant à initier les jeunes de moins de 30 à l'ICANN et à l'écosystème de l'Internet. Ce programme complète les programmes mondiaux de bourses et NextGen de l'ICANN et vise à les renforcer en créant des réseaux de jeunes au niveau local. Le premier atelier de cette série a eu lieu en avril 2016 au Burkina Faso, suivi de deux autres : en mai 2016 au Kenya et en décembre 2016 au Bénin. En 2018, quatre autres ateliers auront lieu dans les quatre pays suivants : Namibie, Lesotho, Madagascar et Comores.

#### OBJECTIFS

- Renforcer les compétences des jeunes dans le domaine de la gouvernance de l'Internet et préparer les futurs dirigeants pour faire face aux défis de l'univers numérique dans les pays en développement.

- Développer des partenariats locaux pour la mise en œuvre et le développement d'ateliers.
- Promouvoir la mise en réseau par le biais d'activités de formation et de l'utilisation des leçons en ligne élaborées par l'ICANN à travers la plateforme [ICANN Learn](#).

## THEMES CLES ABORDES

Au cours des deux jours d'ateliers, divers conférenciers et présentateurs ont abordé un vaste éventail de sujets, y compris :

- L'introduction à la gouvernance de l'Internet,
- L'écosystème de l'ICANN,
- L'histoire de l'Internet,
- La commercialisation des noms de domaine (gTLD, ccTLD),
- La cybersécurité,
- La plateforme ICANN Learn

## MODALITES DE MISE EN ŒUVRE

Les ateliers YouthCom durent deux jours, et l'ICANN désigne des formateurs pour en assurer la qualité. La sélection des bénéficiaires se fait localement avec le soutien de l'ICANN. Le partage des coûts entre l'ICANN et les partenaires locaux couvre les dépenses et l'ICANN prend en charge les formateurs internationaux, le cas échéant. Chaque atelier attire une moyenne de 30 à 35 participants.

## RESULTATS

Les stagiaires :

- Poursuivent leurs études et améliorent leurs compétences en ligne à travers la plateforme ICANN Learn, notamment à travers les principales listes de diffusion de l'Afrique.
- Contribuent à l'émergence de la gouvernance numérique basée sur les meilleures pratiques, et sur un impact positif sur l'écosystème numérique.
- Augmentent la participation locale à des débats en ligne sur la gouvernance de l'Internet, en particulier sur les questions liées à l'ICANN.

Ces efforts ont donné des résultats encourageants. Un nombre important d'anciens élèves de l'ICANN sont désormais actifs dans leurs communautés locales et travaillent régulièrement avec notre équipe pour organiser des cours de formation classiques et des ateliers, et pour créer des Forums sur la gouvernance de l'Internet nationaux. En outre, plusieurs établissements d'enseignement supérieur et universités ont été ouverts à la mise en place des communications régulières avec l'ICANN afin de mieux rationaliser et institutionnaliser les partenariats.

Ces projets des jeunes aident à bâtir un avenir dans lequel les jeunes africains et leurs communautés puissent participer pleinement à l'écosystème de l'Internet.

## 9 Programme d'échange du DNS

Le programme d'échange du DNS est en ligne avec le deuxième objectif de la stratégie pour l'Afrique qui vise à renforcer la coopération régionale et internationale avec les parties prenantes du DNS et à promouvoir les meilleures pratiques des opérations du DNS.

En mars 2013, un événement sur les noms de domaine a été organisé à Addis-Abeba, Éthiopie et a compté parmi ses participants des bureaux d'enregistrement de l'Afrique et d'autres régions. Le renforcement des capacités pour le DNS a été évoqué comme l'une des actions clés qui peuvent contribuer au développement de l'industrie régionale. Au cours de la réunion ICANN47 à Durban, en Afrique du Sud, les principaux leaders de l'industrie du DNS, avec le soutien des opérateurs de registre et des bureaux d'enregistrement africains, ont proposé de contribuer au renforcement des capacités en Afrique à partir d'une formation sur les opérations techniques et commerciales. IP MIRROR, Afiliias, et ATI ont considérablement contribué à ce programme.

AFRINIC a travaillé en étroite collaboration avec l'ICANN dans l'élaboration du programme, de concert avec AFILIAS et IP Mirror, en contribuant à :

- Organiser les voyages pour les bénéficiaires sélectionnés par l'ICANN.
- Octroyer des indemnités journalières aux bénéficiaires du programme.
- Donner du soutien logistique aux bénéficiaires du programme.

À son tour, l'ICANN a fourni les fonds nécessaires pour l'exécution du programme.

### L'ÉCHANGE AVEC IP MIRROR A SINGAPOUR

Michael Musya (Afiregistrar) et Ajao Oluniyi (Web4Africa) se sont rendus à Singapour du 10 au 23 janvier 2015 pour le programme avec IP Mirror. Le programme a consisté à :

- Six jours (12-15, 18 et 23 janvier) à IP MIRROR.
- Un jour à SGNIC (16 janvier).
- Trois jours (20-22 janvier) au bureau de l'ICANN à Singapour.
- Programme avec AFILIAS CANADA.

### ÉCHANGE AVEC AFILIAS AU CANADA

Slippy Gregory Mensah de Ghana Point Com et Wayne Diamond de Diamatrix.co.za ont participé à un programme de stages similaire avec AFILIAS, au Canada, en 2015.

À AFILIAS, les participants ont suivi des formations sur le marketing pour les bureaux d'enregistrement, les programmes de promotion, les remises accordées aux clients, les rabais supplémentaires en fonction du volume des ventes, le taux de renouvellement, le soutien à la clientèle, les documents et les campagnes de marketing et le soutien à la promotion. D'autres organismes visités incluent Tucows, l'Université Ryerson, et la CIRA.

Les stagiaires ont noté que les mesures suivantes pourraient aider à améliorer leurs activités :

- Pour un bureau d'enregistrement, il est important d'avoir du personnel bien formé.
- L'identification d'une marque unique comme fournisseur de services pour renforcer l'identité commerciale du bureau d'enregistrement.
- Pour les bureaux d'enregistrement, il est important d'avoir une certification ISO.
- L'élargissement de la base du revendeur.
- La nécessité de participer à des événements de l'industrie.
- L'automatisation complète du système.

En outre, les stagiaires ont recommandé que le programme dure une semaine au lieu de deux à des fins d'efficacité.

## **L'ÉCHANGE INTRA-AFRICAIN AVEC ATI TUNISIE**

Le programme d'échange intra-africain entre les opérateurs de registre de ccTLD s'est déroulé du 6 au 12 février 2016 à Tunis, Tunisie. L'événement a été organisé par ATI, le registre ccTLD .TN, et un bureau d'enregistrement accrédité par l'ICANN. Les participants à ce programme sont venus de ccTLD de pays francophones. Les pays présents étaient les suivants :

- Burkina Faso : M. Aristide ZOUNGRANA de l'ARCEP (Autorité de régulation des communications électroniques des postes).
- Cameroun : M. Steve TAMO de l'ANTIC (Agence nationale des technologies de l'information et de la communication).
- Côte d'Ivoire : Mme Nicole KADJO de l'ARTCI (Autorité de régulation des télécommunications/TIC de Côte d'Ivoire).
- Gabon : M. Landry Mexent NDOUMBOU LINGOMBE de l'ANINF (Agence nationale des infrastructures numériques et des fréquences).
- Madagascar : M. Haja RAMBOASALAMA du registre .mg

Les participants se sont formés sur des sujets tels que la gestion des ccTLD, le marketing des noms de domaine et le règlement de litiges relatifs aux noms de domaine. Ils ont également discuté des relations entre les ccTLD et leurs bureaux d'enregistrement accrédités. Le programme a été l'occasion pour que les participants partagent les activités de leurs registres respectifs.

M. Jawhar El FERJAOUI, PDG de l'ATI, et son personnel ont fait de leur mieux pour proposer un programme enrichissant pour les participants.

En résumé, quatre bureaux d'enregistrement africains accrédités par l'ICANN et cinq registres ccTLD ont participé à ce programme entre 2013 et 2017.

Pour l'avenir, il est prévu que les ccTLD des pays anglophones suivent le même programme à la demande d'un registre basé en Afrique.

## 10 Participation gouvernementale et renforcement des capacités en Afrique

Les gouvernements fournissent des commentaires et s'engagent avec l'ICANN à travers le Comité consultatif gouvernemental (GAC), créé en vertu de statuts constitutifs de l'ICANN. Le GAC présente son avis de politique publique sur les responsabilités de l'ICANN concernant le système des noms de domaine de l'Internet (DNS).

Le GAC est composé de gouvernements nationaux et d'entités autonomes reconnues dans les forums internationaux. Les organisations gouvernementales multinationales et les organisations signataires de traités internationaux (par ex. les Communautés économiques régionales de l'Afrique (REC) et les autorités publiques, y compris toutes les agences des Nations Unies ayant un intérêt direct à la gouvernance mondiale de l'Internet telles que l'UIT, l'Union africaine, l'UNESCO et l'OMPI), participent normalement en qualité d'observateurs. Le GAC a actuellement 174 membres et 35 observateurs dont 44 sont africains.

Au cours des cinq dernières années, l'équipe africaine du GSE a été cohérente dans son appui aux programmes qui ciblent tant les gouvernements régionaux et nationaux que les entités non gouvernementales. L'objectif est de créer et maintenir leur sensibilisation à propos de l'ICANN et de l'ensemble de l'écosystème de gouvernance de l'Internet. Cela a été possible grâce à :

- Des missions directes pays-à-pays à travers l'Afrique.
- La participation à des réunions gouvernementales grâce à l'UIT et l'ATU.
- L'engagement direct avec diverses REC à travers l'Afrique. YYY

### **RENFORCEMENT DES CAPACITES POUR LES MEMBRES DU GAC ET LES AGENTS D'APPLICATION DE LA LOI EN AFRIQUE**

L'ICANN a tenu le premier atelier de renforcement des capacités pour les membres africains du Comité consultatif gouvernemental (GAC) le 23 et 24 janvier 2017 à Nairobi (Kénya) en collaboration avec le groupe de travail du GAC chargé des régions faiblement desservies (USRWG). L'atelier, dénommé « Exploiter le potentiel des membres africains du GAC pour une meilleure participation à l'ICANN », a été organisé avec le soutien de l'Autorité de la communication et le gouvernement du Kénya.

L'atelier a été le premier du genre à l'échelle mondiale, et le premier atelier régional organisé par le Bureau de liaison de Nairobi. Göran Marby, Président-directeur général de l'ICANN, a dirigé l'équipe de l'organisation ICANN qui comprenait les départements de la participation gouvernementale (GE), du GSE, des communications et le bureau du directeur de la technologie (OCTO). Thomas Schneider, président du GAC à l'époque, Alice Munyua, présidente du USRWG et la présidente actuelle du GAC, Manal Ismail, étaient également présents.

Vingt gouvernements africains ont été représentés à la réunion par des représentants de différentes unités constitutives de l'ICANN, y compris AFRALO, les organisations AF\* (AFRINIC, AfTLD), ainsi que des participants locaux de diverses origines dirigés par KENIC



(.KE), la société civile, le milieu universitaire et la communauté technique. Environ 100 participants ont participé à la réunion.

Un deuxième atelier similaire a eu lieu parallèlement à la réunion ICANN59 à Johannesburg, Afrique du Sud, en juin 2017. L'atelier a été organisé par l'ICANN et le groupe de travail du Comité consultatif gouvernemental (GAC) sur la sécurité publique (PSWG), le groupe de travail chargé des régions faiblement desservies (USRWG), l'autorité du nom de domaine ZA (ZADNA) et la police sud-africaine (SAP). Cinquante nouveaux délégués (20 en provenance d'Afrique du Sud, 10 des REC ou de l'Afrique australe, et le reste du SSAC, des RIR, du GAC et de la communauté) ont participé à l'atelier.

## **MOTIVATION POUR LES ATELIERS DE RENFORCEMENT DES CAPACITES DU GAC EN AFRIQUE**

Depuis la mise en œuvre de la Stratégie pour l'Afrique, de nombreux gouvernements africains ont rejoint le GAC à travers les efforts d'engagement de l'équipe. Aujourd'hui, l'Union africaine, l'Union africaine des télécommunications et plus de 35 gouvernements sont représentés au sein du GAC.

Bien que le développement soit positif, il est toujours un défi de faire en sorte que les pays n'étant pas actuellement représentés soient encouragés à rejoindre leurs pairs chargés de l'élaboration de politiques à l'échelle mondiale à l'ICANN. Il y a aussi la nécessité de veiller à ce que les membres africains actuels du GAC contribuent efficacement et de manière significative à l'élaboration de politiques à l'ICANN. Ce qui suit a été souligné au cours de l'atelier du GAC :

*« Au fil des ans, la participation constructive et efficace des membres africains du GAC aux processus d'élaboration de politiques ainsi que leur contribution aux groupes de travail demeure faible. Cet atelier aiderait à identifier et à aborder certaines des principales causes de cette faible participation ».*

L'atelier présente les sujets politiques critiques et pertinents aux groupes de travail et aux groupes de travail intercommunautaires. Ces sujets exigent l'attention immédiate des membres du GAC ainsi que les commentaires des représentants africains auprès du GAC sur la façon de mieux collaborer, non seulement avec le personnel africain de l'ICANN et la communauté, mais avec d'autres institutions concernées dans le but de construire une meilleure et plus forte industrie des noms de domaine en Afrique.

*Principaux thèmes abordés dans les ateliers du GAC :*

- Comprendre l'ICANN et sa stratégie pour l'Afrique.
- Comprendre le rôle du GAC au sein de l'ICANN.
- Engager le GAC avec les autres SO et AC au sein de l'ICANN.
- Comprendre les processus et les exigences de la délégation des ccTLD.
- Nouveaux gTLD.
- Communauté habilitée.

## **11 Étude de marché du DNS en Afrique**

Après avoir été présentée à la communauté, la version révisée de la stratégie 2016-2020 pour l'Afrique de l'ICANN, adoptée lors de la réunion ICANN52, a identifié plusieurs projets et objectifs stratégiques.

L'un des projets stratégiques (n°15 et 16) identifié dans le plan stratégique révisé stipule :

- L'engagement et concrétion d'une étude sur la faisabilité commerciale de la croissance de l'industrie du DNS en Afrique ;
- La création d'un observatoire pour développer de nouveaux indices pour la croissance de l'industrie du DNS en Afrique.

L'étude (la première de ce genre en Afrique) a visé à mettre en œuvre ces recommandations clés et des projets inclus dans le plan de la stratégie de l'ICANN pour l'Afrique tels que définis et approuvés par l'ASWG et la communauté africaine.

L'ICANN a officiellement présenté l'appel à propositions (RFP) pour étude en décembre 2015. L'objectif était d'identifier et de définir les points forts et les points faibles dans l'écosystème de l'industrie du DNS en Afrique et d'élaborer des recommandations sur la façon de faire progresser l'industrie en identifiant les domaines potentiels de développement. En outre, des résultats analytiques ont été demandés pour aider l'ICANN et les acteurs de l'industrie africaine du DNS à élaborer une feuille de route pour le développement et la croissance des ccTLD et des gTLD en Afrique. Les résultats de l'étude permettraient de mettre en place un observatoire pour surveiller la croissance, le développement, et les besoins émergents du marché du DNS en Afrique.

Le rapport final a été publié le 24 juin 2016 lors de la réunion ICANN59 en Afrique du Sud.

Les conclusions du rapport, qui servent de fondement aux prochaines étapes pour le renforcement des capacités en Afrique, sont présentées ci-dessous :

- En mai 2017, le nombre de noms de domaine associés à l'Afrique est d'environ 5,1 millions. La valeur annuelle totale du marché des noms de domaine de l'Afrique est d'environ 52 millions de dollars américains.
- De nombreux pays peuvent éliminer ou réduire les barrières à la croissance de l'industrie de l'Internet et au marché des noms de domaine en particulier.
- Il y a un potentiel considérable pour la croissance du marché des noms de domaine en Afrique. Frais de recouvrement faibles (mais pas nuls) pour l'enregistrement d'un domaine.
- Encourager les réglementations et politiques qui n'exigent pas aux titulaires de noms de domaine d'avoir une présence juridique dans le pays ou qui n'exigent pas des noms de domaine qui correspondent à l'activité ou aux noms personnels.
- Assurer le fonctionnement et l'utilisation facile des pages d'accueil des opérateurs de registre, y compris les procédures automatiques d'enregistrement et de paiement. L'EPP (protocole d'avitaillement extensible) et un portail de paiement en ligne sont recommandés.

Le rapport recommande qu'un observatoire du DNS soit établi pour fournir les tendances et les données du DNS en Afrique. Le rapport complet peut être trouvé [ici](#).

## 12 Ateliers thématiques

Ateliers sur les noms de domaine, les marques commerciales et la protection des droits des utilisateurs en Afrique.

Au cours des trois dernières années, l'ICANN a organisé deux ateliers thématiques sur les marques déposées et la propriété intellectuelle. Le premier atelier s'est tenu à Cotonou, Bénin, avec plus de 70 participants en provenance de 25 pays. Le deuxième a eu lieu à Harare, Zimbabwe, organisé par l'organisme de réglementation PORTZA.

Les participants comprenaient des représentants du gouvernement, des gestionnaires des ccTLD africains, des bureaux d'enregistrement africains, des I\* africaines telles qu'AFRINIC, AfTLD, et AFRALO, des entreprises de TIC de l'Afrique et des experts en matière de propriété intellectuelle et de marques de l'Afrique et au-delà.

Ces ateliers thématiques ont été organisés dans le cadre de huit domaines thématiques et développés dans cinq panels :

- ⊙ Stratégies de protection des marques déposées et des noms de domaine.
- ⊙ Mise à jour sur le programme des nouveaux gTLD, le Centre d'échange d'information sur les marques (TMCH) et le règlement de litiges relatifs aux noms de domaine : vision de l'utilisateur.
- ⊙ Les droits de propriété intellectuelle, l'environnement mondial, l'environnement africain, études de cas par pays.
- ⊙ Mécanismes de règlement de litiges par pays.
- ⊙ Meilleures pratiques de règlement de litiges.

Le deuxième atelier, tenu à Harare, a élargi sa portée pour inclure les nouveaux sujets d'intérêt ayant un impact sur l'activité commerciale du DNS en Afrique :

- ⊙ L'adoption des DNSSEC en Afrique, la défense des DNSSEC.
- ⊙ L'accréditation de l'ICANN : pourquoi et comment l'obtenir ?
- ⊙ Approches de marketing des noms de domaine et modèles commerciaux.

*Les principales recommandations des deux ateliers incluent :*

- ⊙ L'approfondissement de l'engagement avec les praticiens des marques déposées et de la propriété intellectuelle dans le continent africain.
- ⊙ Des formations sur les mécanismes de règlement de litiges à travers le continent africain.
- ⊙ Une plus grande collaboration entre les registres et les bureaux d'enregistrement ainsi qu'entre les marques déposées et les droits de propriété intellectuelle pour aborder les litiges relatifs aux noms de domaine.
- ⊙ Une meilleure compréhension des droits de propriété intellectuelle et du droit des marques déposées parmi les juges dans le continent africain.

- ⊙ La nécessité de construire suffisamment de capacité de marques déposées et de droits de propriété intellectuelle à travers l'Afrique.

Malgré le succès et l'évidence du besoin de mener des ateliers de ce genre en Afrique, ceux-ci n'ont pas été mis en œuvre à chaque exercice fiscal à cause des ressources financières limitées.

## 13 Forum africain sur le DNS

Le système des noms de domaine de l'Afrique (AfDNS), l'une des initiatives phares lancées en Afrique à travers la Stratégie pour l'Afrique, a fêté son cinquième anniversaire l'année dernière. Pour l'édition tenue du 26 au 28 juillet 2017 à Dar es Salaam (Tanzanie) et hébergé par TzNIC, le thème abordé était le suivant : « Bilan de l'industrie du DNS en Afrique et planification pour l'avenir ».

La première édition du Forum a eu lieu au Durban International Convention Centre (ICC) en Afrique du Sud, les 12 et 13 juillet 2013. Le forum a été co-organisé par l'ICANN, l'Internet Society (ISOC), et l'Association africaine de noms de domaine de premier niveau (AfTLD) comme un pré-atelier à la réunion ICANN47, qui a été également tenu à l'ICC du 14 au 18 juillet 2013.

Après Durban, l'organisation ICANN, la communauté de l'ICANN, et les partenaires mondiaux ont transformé le Forum africain du DNS en un événement annuel. Les forums suivants ont eu lieu en 2014 (au Nigéria, hébergé par NIRA), en 2015 (au Kenya, hébergé par KENIC), et en 2016 (au Maroc, hébergé par NTRA).

Au fil des ans, le forum a identifié les principales questions nationales et transfrontalières qui continuent d'entraver la croissance de l'industrie, telles que :

- Les stratégies des bureaux d'enregistrement et des opérateurs de registre (croissance des noms de domaine, environnement concurrentiel).
- Les questions juridiques (règlement de litiges, enregistrements de domaines transfrontaliers).
- L'accréditation des bureaux d'enregistrement (accréditation de l'ICANN et des ccTLD dans un environnement sans frontières).
- L'automatisation (capacité technique et résilience des registres, portails de paiement, etc.).
- Les gouvernements soutenant la croissance des ccTLD.

Les participants au Forum 2017 ont été nettement plus informés et préparés. Les délibérations sur les questions mentionnées ci-dessus ont été riches, honnêtes, et pratiques. Les délégués ont bien compris le besoin d'inclure davantage de parties prenantes, et de s'engager avec de nouveaux publics qui ont traditionnellement été ignorés mais qui ont toujours un impact sur les entreprises, directement ou indirectement. Il y a eu aussi une présence équilibrée de délégués locaux et internationaux (150 délégués enregistrés) alors que la participation en ligne a attiré 2160 visiteurs uniques dont 392 ont participé via Facebook. La réunion s'est tenue pendant deux jours et demi, et a inclus des panels pléniers et des séances en petits groupes.

Après avoir atteint un jalon important, le forum continue de fournir une plateforme riche et efficace pour l'échange d'idées qui aidera à favoriser la croissance de l'industrie du DNS et de l'Internet en Afrique.

## 14 Les tendances de la participation communautaire

Depuis 2013, il y a eu une augmentation de la participation de la communauté africaine aux réunions publiques de l'ICANN. L'initiative de sensibilisation a largement contribué à cette tendance.

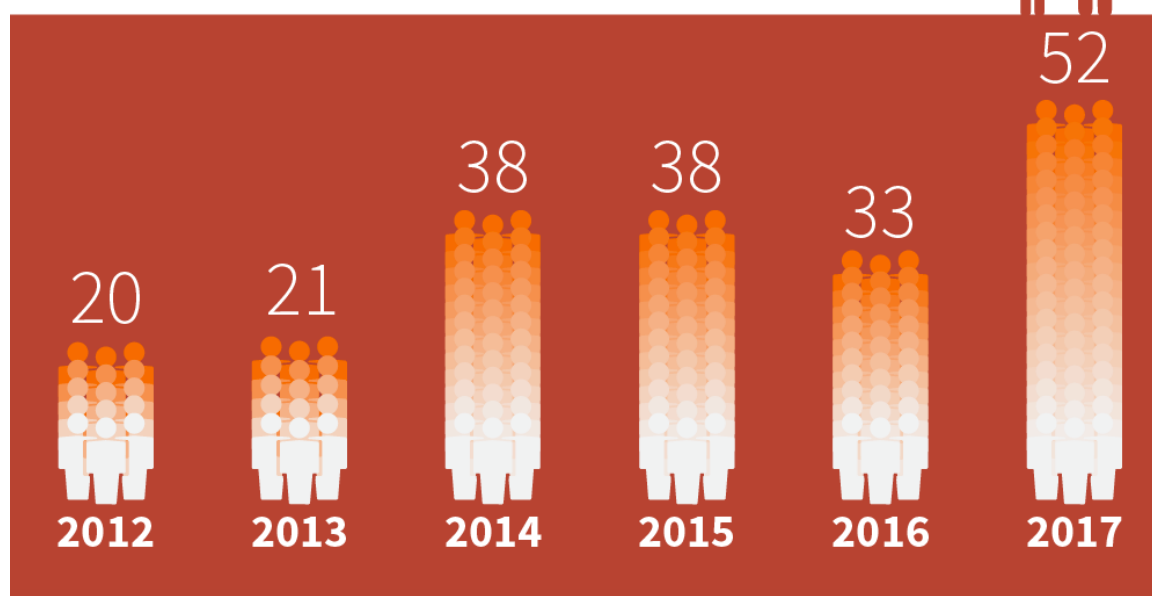
### 14.1 Participation active aux réunions de l'ICANN

Réunion	Nombre total de participants	Nombre total de nouveaux arrivants	Participants de l'Afrique	Nouveaux arrivants de l'Afrique
ICANN45   Toronto	1778	573	109	23
ICANN46   Beijing	2502	1185	143	46
ICANN47   Durban	1465	428	415	274
ICANN48   Singapour	1967	555	67	19
ICANN49   Singapour	1940	531	82	32
ICANN50   Londres	3114	1159	195	82
ICANN51   Los Angeles	2282	693	45	18
ICANN52   Singapour	1794	416	65	18
ICANN53   Buenos Aires	1736	412	62	10
ICANN54   Dublin	2395	622	98	12
ICANN55   Marrakech	2273	1007	956	754
ICANN56   Helsinki	1436	344	95	13
ICANN57   Hyderabad	3182	2180	94	19
ICANN58   Copenhague	2089	640	117	24
ICANN59   Johannesburg	1353	448	498	328
ICANN60   Abou Dhabi	1929	659	160	40

\*La participation africaine est estimée en fonction du pays indiqué par les participants - n'inclut pas ceux qui ont sélectionné plusieurs pays.

### 14.2 Programme de bourses de l'ICANN

## NOMBRE D'AFRICAINS PARTICIPANT AU PROGRAMME DE BOURSES



### 14.3 Participation aux SO et AC

Représentation de l'Afrique dans les comités consultatifs (AC) et les organisations de soutien (SO) de l'ICANN.

ALAC	GAC	Conseil de la ccNSO	Conseil de la GNSO	Conseil de l'ASO
3	44	3	3	3

Le GAC est actuellement présidé par un membre de la communauté africaine. D'autres africains ont également occupé des postes de direction au GAC, à l'ALAC, et au Conseil d'administration.

### 14.4 Contribution aux noms de domaine internationalisés (IDN)

Avec le soutien de l'ICANN, la communauté africaine a contribué à un certain nombre de panels, en particulier au panel de génération d'étiquettes en script éthiopien, une initiative des membres de la communauté nationale de l'Éthiopie.

Les membres de la communauté ont également été impliqués dans le groupe d'action des IDN en arabe et au panel de règles de génération d'étiquettes en script latin.

## 14.5 Contribution aux groupes de travail spéciaux ou groupes ad-hoc

La communauté africaine a été active pendant le processus de transition du rôle de supervision des fonctions IANA, avec plusieurs membres ayant joué des rôles de direction dans des groupes de travail. Il y a aussi des membres de la communauté qui travaillent activement dans la piste de travail 2 du groupe de travail intercommunautaire.

## 15 Les tendances de l'activité commerciale du DNS (ccTLD et gTLD en Afrique)

Conformément au [rapport 2016 sur le marché du DNS en Afrique](#), l'utilisation totale des noms de domaine en Afrique est relativement faible. En Afrique, l'enregistrement personnel de noms de domaine n'est pas du tout significatif à cause de la très faible adoption de l'Internet et du niveau des revenus par rapport au coût d'hébergement à l'étranger, qui doit souvent être payé en devises étrangères et n'est pas facilement disponible pour les citoyens locaux. Même dans les pays dotés d'une industrie d'hébergement local plus dynamique, le nombre de noms de domaine personnels est relativement faible.

Le marché commercial local et la demande d'enregistrements de DNS est limité par de nombreux facteurs qui vont du coût élevé de la création d'une entreprise à l'absence d'infrastructure d'hébergement locale. Ces facteurs, et bien d'autres, peuvent être considérés comme faisant partie d'un « écosystème » dans lequel chaque élément de la chaîne de valeur doit être en place pour que le marché fonctionne efficacement, ce qui crée une demande de domaines locaux. En général, il peut être observé qu'il y a deux marchés différents pour les noms de domaine en Afrique, chacun avec ses propres caractéristiques :

- ⊙ Entités locales / africaines
- ⊙ Entités offshore (en dehors du continent)

### 15.1 Entités locales

L'enregistrement de noms de domaine par des entités africaines a lieu notamment dans les pays où l'industrie locale d'hébergement et le secteur de développement de sites Web sont suffisamment développés pour créer une demande locale de domaines. Ils sont concentrés dans un petit nombre de pays où de nombreux réseaux concurrents ont accès à des réseaux nationaux et internationaux rentables. **En voici les principaux : l'Afrique du Sud, l'Égypte, Maurice, le Nigéria, le Kenya, le Zimbabwe, l'Ouganda, la Tunisie et le Maroc.** En outre, la présence d'un ou plusieurs IXP dans chaque pays rend l'hébergement local plus viable ce qui, à son tour, fait augmenter la demande de noms de domaine. Le secteur des noms de domaine à l'échelle locale consiste également au nombre relativement élevé d'enregistrements de domaines par entités africaines sous les gTLD historiques en raison de leur 'attraction par défaut', ainsi que d'un marketing efficace et d'une prestation de services rentable, et au manque (perçu ou réel) d'options locales abordables pour l'enregistrement et l'hébergement de domaines en Afrique.

## 15.2 Entités Offshore

De nombreux sous-domaines ccTLD africains sont enregistrés par des entités situées en dehors de l'Afrique. Cela se fait généralement en raison des caractéristiques du domaine demandé par des groupes d'intérêt particulier qui peuvent être présents dans d'autres parties du monde. Ou, dans d'autres cas, parce que des entreprises multi-nationales enregistrent des domaines sous les ccTLD comme stratégie de sécurisation de leurs intérêts en matière de propriété intellectuelle. Dans peu de cas, les domaines ont été enregistrés par la diaspora africaine. Toutefois, la grande majorité des enregistrements offshore sont concentrés dans les pays avec des ccTLD susceptibles d'être des 'domaines piratés', s'appuyant souvent sur le ccTLD comme s'il s'agissait d'une partie d'un mot.

En outre, l'article 1.3 du rapport note que l'espace d'adressage du système des noms de domaine (DNS) de premier niveau du continent africain est composé de 54 domaines de premier niveau géographiques (dont un, le Soudan du sud (SS), n'est pas encore délégué). Il comprend également cinq noms de domaine internationalisés (IDN) : l'Égypte (مصر†), l'Algérie (الجزائر†), la Tunisie (تونس†), le Soudan (سودان†), et le Maroc (المغرب†) ; et trois codes de ville : .CAPETOWN, .DURBAN, et .JOBURG. L'ICANN a récemment délégué .AFRICA au Registre central ZA (ZACR). Notez que selon les réponses à l'enquête, l'utilisation des IDN est assez répandue. L'analyse montre qu'au moins 46 % des registres et plus d'un tiers des bureaux d'enregistrement (34 %) offrent des scripts non-latins.

Les données de mai 2017 indiquent qu'un total d'un peu plus de 3,5 millions de domaines sont actifs sous les ccTLD africains. Il y a environ 1,4 million d'enregistrements dans les gTLD faits par des entités africaines.

### COMMUNIQUE DE PRESSE DES RESULTATS

- Opérateurs de registre
- 51 ccTLD en fonctionnement
- Marché des bureaux d'enregistrement
- 26 pays n'ont qu'un seul bureau d'enregistrement, en général l'opérateur de registre
- 13 pays ont un marché de bureaux d'enregistrement pleinement concurrentiel
- Marché des titulaires de noms de domaine
- Plus de 5 millions de domaines africains (ccTLD et gTLD)
- 4,4 domaines / 1000 habitants
- Valeur de 52 millions de dollars américains par an

### RESUME GENERAL DES CONCLUSIONS PRINCIPALES

- Environ 1 % des gTLD sont enregistrés par des Africains.
- L'analyse du marché des titulaires de noms de domaine a identifié plus de 5 millions de domaines ccTLD et gTLD en Afrique.
- Le total des enregistrements de domaines gTLD faits par des africains est d'environ 1,4 millions dont la majeure partie est de 1,2 millions de domaines .COM.



- La recherche indique que les coûts d'accès élevés, le manque d'infrastructure et le fait que l'accès à l'Internet de l'Afrique dépend principalement des appareils mobiles entraînent une demande de noms de domaine plus faible que dans d'autres parties du monde.
- D'autres questions plus générales identifiées par les personnes interrogées comme des barrières élevées :
  - Des connexions Internet peu fiables.
  - Des contextes réglementaires et des politiques peu clairs ou restrictifs.
- L'enregistrement de noms de domaine par des entités africaines a lieu notamment dans les pays où l'industrie locale d'hébergement et le secteur du développement de sites Web sont suffisamment développés.
- Par rapport à d'autres régions, l'Afrique a un très petit nombre de bureaux d'enregistrement accrédités par l'ICANN. En tout, il n'y a que 12 bureaux d'enregistrement accrédités par l'ICANN dans la région.

## 16 Défis

L'Afrique est une région diversifiée et unique. Ses 54 pays offrent une riche diversité d'ethnies, de cultures et de langues sur un vaste territoire. Par conséquent, l'engagement efficace s'accompagne d'un grand nombre de défis.

- Des ressources financières limitées de la part de l'organisation ICANN pour couvrir tous les projets actuels et proposés selon le plan stratégique de l'Afrique.
- Une faible participation de la communauté aux discussions relatives à l'Internet.
- Les barrières linguistiques pour certains membres de la communauté car l'ICANN ne publie ses contenus que dans les 6 langues officielles des Nations Unies.
- La lenteur des réponses dans la communication avec la PTI pour les demandes de redélévation des ccTLD dans certains pays.
- Le manque de sensibilisation des communautés locales au niveau national. Cela est aggravé par le fait que certains membres compétents de la communauté de l'ICANN ne partagent pas l'information au niveau local.
- En tant que région faiblement desservie, de nombreux pays africains souffrent du manque de connectivité à large bande permettant l'augmentation des services Internet, en particulier dans l'environnement des noms de domaine. En même temps, ce phénomène est caractérisé par le coût élevé de la connectivité par rapport à d'autres régions, de faibles niveaux d'alphabétisation et le manque de contenu local. Il y a un besoin général d'améliorer la sensibilisation et la participation effective de l'Afrique, tant au sein de l'ICANN que dans l'ensemble de l'écosystème de gouvernance de l'Internet.

Malgré les efforts et l'engagement de la part des dirigeants de l'organisation ICANN et la communauté africaine, certains projets ont été lents à mettre en œuvre et beaucoup parmi eux sont toujours à l'étape embryonnaire. Des ressources financières limitées, ainsi que des

processus opérationnels et logistiques difficiles, ont été des facteurs ayant contribué à l'incapacité d'atteindre pleinement ces objectifs.

La stratégie pour l'Afrique nécessite un investissement en capital qui ne peut être atteint qu'à travers la collaboration et le partenariat avec la communauté. L'ICANN n'a pas suffisamment de ressources pour atteindre toute seule ces objectifs ; il y a donc un besoin urgent de faire en sorte que la communauté africaine s'implique davantage. Il y a une stratégie de l'ICANN pour l'Afrique mais l'Afrique a besoin d'une stratégie pour l'ICANN.

## 17 Prochaines étapes

- Les défis et les accomplissements des cinq dernières années sont les moteurs de nos plans et actions futurs.
- Les questions relatives aux ccTLD ont été discutées avec les partenaires au cas par cas et la gestion des domaines de premier niveau géographique est mieux comprise en Afrique. L'ICANN doit continuer à appuyer la mise en œuvre des DNSSEC.
- L'existence d'un bureau de liaison en Afrique et la disponibilité de l'étude du marché du DNS sont à la base des activités de l'ICANN et du développement du marché du DNS en Afrique.
- Le renforcement des capacités sera considéré comme un élément clé de l'engagement de l'ICANN en Afrique. Il sera conçu pour toutes les parties prenantes, en particulier celles provenant des gouvernements, des universités, du secteur privé, de la société civile, et des communautés de jeunes.
- Tout en notant les demandes spécifiques des pays, l'attention sera portée sur les initiatives régionales afin de maximiser l'utilisation des ressources disponibles pour l'engagement.
- La poursuite des principaux programmes phares tels que l'entrepreneuriat DNS et les tournées DNSSEC.
- Les efforts pour tirer profit et établir des partenariats avec les événements régionaux et sous-régionaux existants et des plates-formes telles que le Sommet africain de l'Internet de l'Afrique et les séries de Forums africains sur le DNS sont essentiels pour faire progresser la participation de la communauté. Des efforts seront faits pour atteindre de nouveaux publics, notamment les jeunes et les milieux universitaires, et tirer parti des plateformes en ligne comme ICANN Learn comme moyen d'atteindre la communauté et améliorer les initiatives de renforcement des capacités.
- Pour terminer, une plus grande participation de la communauté technique de l'Afrique à l'ICANN s'avère nécessaire pour progresser. Il faut faire tout spécialement attention aux nouveaux enjeux, tels que le RGPD, l'utilisation malveillante du DNS et l'application de la loi, qui peuvent tous avoir une incidence sur les ressources Internet en Afrique.